

G-3 et G-4 au lieu de conserver la distinction entre notre état-major général et notre personnel administratif.

Passons aux échelons supérieurs. Dans l'armée américaine, du point de vue administratif, le corps d'armée n'a qu'une autorité très réduite vis-à-vis de la division. Supposons qu'un corps canadien opère avec une armée américaine et que notre organisation soit conforme à la sienne. On verrait que nos divisions canadiennes seraient directement administrées par le quartier-général d'armée américain. J'insiste sur ce point à cause des bruits qui ont circulé. J'affirme que toute modification profonde de notre organisation serait en ce moment inopportune et nuisible.

Il faudra qu'il y ait quelques petits changements. Il faut que nous adoptions les armes et l'équipement américains; cette utilisation d'armes américaines nous obligera à modifier notre tactique de façon à en tirer le meilleur parti possible. Mais sauf le fait que nous allons être alimentés par un pipe-line américain, je ne crois pas que d'autres changements s'imposent.

En dernier lieu, après avoir comparé les deux modes d'instruction, je reconnais que les Canadiens n'accepteraient jamais qu'on envoie nos soldats outre-mer après dix-huit jours seulement d'instruction, mais je suis d'avis que si nous voulons faire face aux méthodes modernes de guerre, nous devons élaborer un régime de formation qui permette de préparer les hommes en moins de temps qu'à l'heure actuelle. J'imagine que la plupart des commandants seraient d'avis qu'il faut au moins douze mois pour préparer une brigade au combat. Il doit y avoir un moyen terme entre le régime des dix-huit jours d'instruction et celui de douze mois. Si nous en jugeons par les procédés actuels, il se peut que nous ne soyons pas maîtres de notre propre destinée. De fait c'est la Russie qui mène le bal et nous n'aurons peut-être pas douze mois pour préparer nos troupes à la guerre. Je demande donc au ministre de donner instruction à son état-major d'étudier sérieusement la possibilité d'accélérer l'instruction de nos troupes.

Le ministre de la Défense nationale (M. Claxton) a parlé de défense passive et du cours qu'on donne présentement. Il a également fait allusion à la difficulté du partage de la responsabilité financière entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces et des municipalités. Nous ne ferons aucun progrès dans ce domaine tant qu'on n'aura pas réglé cette question et que les provinces et les municipalités ne sauront pas exactement comment le fardeau sera réparti entre elles et le gouvernement fédéral.

[M. Pearkes.]

Je formule un dernier avis, et j'ignore comment le ministre l'accueillera. La préparation de la défense active du pays lui impose une tâche si lourde qu'il ferait bien, à mon avis, de confier la défense passive à un autre ministre.

(Texte)

M. Wilfrid LaCroix (Québec-Montmorency): Monsieur l'Orateur, je félicite sincèrement le très honorable premier ministre (M. St-Laurent) de sa déclaration du 1^{er} février 1951, au sujet de la conscription. Je cite:

Nous savons qu'il nous en coûte beaucoup plus à nous d'entretenir un homme sur le sol européen, à titre de soldat de l'armée intégrée, qu'il n'en coûte aux Européens eux-mêmes d'y armer et entretenir un soldat. Et nous savons aussi que, pour ce qui est de la production du matériel, nous pouvons obtenir pour chaque dollar que nous dépensons autant sinon plus qu'on peut obtenir pour tout dollar dépensé ailleurs dans le monde. Nous croyons, comme l'affirmait selon les dépêches le général Eisenhower, dans le rapport qu'il présentait au Congrès aujourd'hui, qu'en ce moment l'Europe occidentale a plus besoin d'armes que de troupes.

Le très honorable premier ministre ne s'est pas engagé en ce qui concerne l'avenir et je préfère de beaucoup sa façon franche et sincère d'exposer une question que celle à laquelle nous avons été habitués dans un passé encore tout récent.

A mon avis, il est beaucoup plus sage d'organiser notre propre défense territoriale et de laisser à l'Europe le soin de veiller à la levée d'une armée européenne, tout en nous engageant à exploiter nos ressources naturelles et à promouvoir notre production industrielle à leur maximum afin de procurer les armes nécessaires au bon fonctionnement de l'armée qui sera bientôt constituée en Europe, sous la direction du général Eisenhower.

Je suis même d'opinion qu'il serait préférable de ne pas envoyer de contingents ni en Europe ni en Corée, afin que nous puissions obtenir le plein rendement tant du sol que de nos usines.

Notre pays ne compte qu'une petite population d'environ 15 millions, disséminée sur un territoire aussi grand que l'Europe. Si l'on veut utiliser notre pays comme arsenal et grenier de l'armée européenne, il semble ridicule de vouloir soustraire une partie de notre population, surtout si on la compare à celle des États-Unis et à celles des pays de l'Europe, membres du pacte de l'Atlantique-Nord. Le Gouvernement a d'ailleurs reconnu lui-même l'insuffisance du capital humain de notre pays, puisqu'il s'est déclaré prêt à avancer les frais de déplacement d'environ 150,000 Européens afin de leur permettre d'immigrer au Canada.